

BASTILLE

M A G A Z I N E



N° 18 / JUIN 2023

CPAPP - 1223 K 94 780

L 14820 - 18 - F: 8,00 € - RD





BASTILLE

M A G A Z I N E

NUMÉRO 18 • JUIN 2023

- Le mot de l'éditeur** 5
William Emmanuel
- Contributeurs** 6
- L'entretien photographique avec Louis Bertignac** 8
Isabelle Lortholary et Alexandre Isard
- L'AIR DU TEMPS**
- Réveiller le courage** 10
Blanche de Richemont
- Rien n'a plus de valeur qu'aujourd'hui** 13
Xavier Couture
- De bonnes guerres** 14
Richard Werly
- L'insoutenable légèreté du ridicule** 15
Alix Van Pée
- ESSAI**
- La créature et le créateur** 17
Pierre Hoffman
- PLACE DE LA BASTILLE**
- Stalingrad mon amour** 23
Jean-Vincent Bacquart
- Délit de fuites** 24
Jean-Baptiste Soufron
- La fabrique du consentement** 26
Thierry Pasquet
- Politik fantasy** 28
Dorian Dreuil
- Un ministre ne devrait pas dire ça** 30
Philippe Zaouati
- De l'intérêt des taux** 32
Frédéric Rollin
- RÉCITS**
- Douleur en noir et blanc** 35
Philippe Trétiack
- Les pavots de la colère** 41
Oriane Zerah
- Alors on danse** 47
Valérie Manteau
- ENTRETIEN**
- 53 **Anne Cheng : Derrière le paravent**
Serge Bramly
- PORTFOLIO**
- 58 **Les mots pour le dire**
Hind Meddeb
- FICTION**
- 69 **Course-poursuite**
John Jefferson Selve
- PORTRAIT**
- 75 **Calamity Jann**
Mathieu Perez
- BASTILLE CAFÉ**
- 81 **Brûlant d'humanité**
Jeanne Feydel
- 82 **Une "inquiétante étrangeté"**
Éric Faye
- 84 **L'origine de la fuite**
Victor Dumiot
- 85 **Les animaux immondes**
Victor Dumiot
- 86 **Sappho : comment ne pas être lesbienne ?**
Sophie Antoine Rabau
- 88 **Les morceaux choisis de Hatik**
Sophie Rosemont
- 90 **Sous le soleil**
Sophie-Catherine Gallet
- 92 **Surréalisme au féminin ?**
Thomas Louis
- PÉRÉGRINATIONS**
- 95 **Dalhousie hors du temps**
Saudamini Deo
- 98 **L'ACTUALITÉ** vue par Henny Beaumont
- Poème de Paul Valéry**
Le Sylphe p.45

LE MOT DE L'ÉDITEUR

William Emmanuel

Une réforme, lit-on dans le dictionnaire, est un changement profond qu'on apporte dans un domaine donné pour obtenir de meilleurs résultats. Le recours au mot « réforme » par les responsables politiques depuis des décennies en France est si fréquent qu'on pourrait croire que notre pays est l'un des mieux gérés au monde et que ses citoyens peuvent regarder le futur avec optimisme. Or, selon un sondage Ifop publié en novembre 2022, 83% des Français considèrent l'avenir comme « inquiétant ». Comment ne pas les comprendre alors que l'économie s'affaiblit et que, tous les indicateurs le montrent, la qualité des services publics – éducation, santé et sécurité en premier lieu – ne cesse de se dégrader ?

À quoi servent donc les réformes dont se gargarisent nos élus ? En France, les dirigeants politiques sont férus de discours performatifs. Ils sont convaincus que « dire, c'est faire ». Ils pensent donc pouvoir réduire la réalité à une fabrication. Pourquoi cette croyance est-elle si ancrée dans les élites françaises ? Dans les autres pays européens, aucun chef d'État ou de gouvernement, aucun ministre, ne pense sérieusement qu'il peut élaborer seul, ou avec un petit groupe de conseillers dévoués, des projets de réforme des règles sociales, économiques ou institutionnelles sans lancer une vaste concertation avec les différentes parties prenantes. Cela prend du temps et peut être frustrant. Un exemple : lorsqu'il a voulu réformer le marché du travail en Allemagne, le chancelier d'alors Gerhard Schröder a nommé, en 2002, un ancien DRH de Volkswagen. Si les premières lois étaient votées dès 2003, deux années supplémentaires de négociations ont été nécessaires pour faire adopter l'ensemble du paquet législatif (2005). Cet « agenda », destiné à améliorer la compétitivité du pays, a aggravé la pauvreté, en fragilisant les chômeurs en fin de droits et en favorisant les petits boulots mal payés. Mais personne ne peut nier qu'il y a eu débat et Schröder a perdu les élections législatives en 2005.

En France, la classe politique, dès lors qu'elle est au pouvoir, déteste le débat. Elle considère l'Assemblée nationale comme une chambre d'enregistrement. Cela n'empêche pas les incantations. À force d'être utilisé à tort et à travers, le mot « réforme » a perdu tout son sens. Pourquoi réforme-t-on ? Pour améliorer le sort des citoyens ou pour montrer qu'on agit ? Le problème est que les politiciens confondent souvent action et agitation.

Cette situation s'explique aisément. Le dirigeant politique français n'a pas fait son deuil des pratiques de l'Ancien Régime et il a tendance à penser que ce qui procède de lui est quasiment de droit divin puisqu'il a été oint par le suffrage universel. En outre, comme souvent il est issu de l'ENA, il considère qu'il en sait davantage que tous les experts sur n'importe quel sujet. Il est donc en droit d'imposer son point de vue. Nul besoin de débattre, nul besoin de convaincre.

Cette incapacité française à adopter une culture du compromis pénalise le pays. Une démocratie moderne ne peut pas fonctionner selon l'axiome bien connu : « Vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaires ».

Il est temps de revoir le système politique de fond en comble afin que les citoyens et leurs représentants soient enfin associés aux décisions qui ont un impact sur leur vie. C'est à cette seule condition que le mot « réforme » retrouvera tout son sens.